



The plenitude of the execution

After these exchanges of views, marked with respect and a very great courtesy, but at the very least divergent, the delegation answered the questions of eight journalists about the UIHJ and the current situation of the judicial officers in Slovenia. Among the questions appeared that of lowering to come of the level of education of the Slovenian judicial officers whereas the European standards tend on the contrary to its rise. Jacques Isnard declared that the current project is not in direct and satisfactory relation compared to the European standard which is currently set up and which envisages four years of legal studies, followed by two a two years training course and a professional examination. The president of the UIHJ insisted on the fact that, for questions of legal safety, one could not elude the standards which are set up on the basis of such works as The Hague Conference on International Private Law, the European Commission, the Council of Europe, the European Court of human rights or as international organisations like the UIHJ.

On the same subject, one of the journalists asked who, among the judicial officers of the three countries being the subject of the study of the ministry for Slovenian Justice, had authority in the capacity as lawyers. Mr. Isnard indicated that on the three countries only the Dutch judicial officers were lawyers. He specified that if, for the moment, no law degree was required from judicial officer in Austria or Germany, as soon as Germany would adopt a liberal model for the judicial officers, it would also choose, as a corollary, to quickly impose a law degree to comply with the European standards and not to place the judicial officers of this major country in a situation of inferiority compared to their European counterparts.

Lastly, the president of the UIHJ also explained that today the basic standards of the European judicial officer call with the plenitude of the enforcement measures for this profession.

The UIHJ standing by the Slovenian judicial officers

The visit of the UIHJ ended on a positive note with its participation in the extraordinary general assembly of the national Chamber of the judicial officers of Slovenia, called by Tatjana Krivec Tavčar and in which 37 of the 47 judicial officers took part. At the time of this meeting, Jacques Isnard and Mathieu Chardon could take the measure of the unity of the Slovenian judicial officers in front of the adversity and their faith in the future of their profession.

The president of the UIHJ thanked Mrs Krivec Tavčar for the work achieved for the defence of the interests of the profession. He also congratulated his Slovenian fellow-members for their courage and acknowledged their solidarity. He concluded, under a row of applause: *"One cannot imagine the implementation of a European system without judicial officers. The judicial officer is an economic actor. Where he does not exist, there is no legal safety and the investors do not come. On five European instruments, four touch the occupation of judicial officer. One should not stick to the current situation. We always overcame the problems. You will surmount the obstacles and you will end up obtaining the same prerogatives as those of your European fellow-members. For that, you can always count on the UIHJ"*.

Hongrie : un système particulièrement efficace

La profession d'huissier de justice à statut libéral a été créée en 1994 et fonctionne depuis selon ce système. Toutefois, l'huissier de justice non fonctionnaire existait déjà jusqu'en 1870. Sa réintroduction ne fut, en définitive, qu'un retour aux sources. La Hongrie compte 200 huissiers de justice indépendants répartis sur tout le territoire (10,5 millions d'habitants).

1. Dispositions statutaires

Pour devenir huissier de justice le postulant doit être titulaire d'un diplôme universitaire (pas obligatoirement de droit). Le candidat huissier de justice doit accomplir 3 ans de stage et subir un examen professionnel à l'issue duquel il peut devenir huissier de justice adjoint. Ensuite, il doit effectuer encore une année de stage comme adjoint chez un huissier de justice. L'adjoint peut devenir huissier de justice à condition qu'un poste soit rendu disponible, ou bien que son prédécesseur le présente avec l'accord de la Chambre. L'huissier de justice est nommé par le ministre de la Justice sur proposition de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, au lieu de résidence qu'il choisit dans les conditions ci-dessus indiquées.

1.1. Compétence territoriale et compétence d'attribution

1.1.1. Compétence territoriale

Les huissiers de justice disposent du monopole d'intervention dans le secteur qui leur a été affecté. En Hongrie, tous les confrères qui instrumentent dans un même secteur viennent en concurrence. Toutefois, la Chambre nationale a mis au point un système qui neutralise le principe de concurrence. En effet, les dossiers d'exécution sont en réalité partagés entre les huissiers de justice du même secteur. Le système est simple : les ordres d'exécution sont adressés directement par le tribunal aux huissiers de justice suivant un processus de répartition alphabétique. Chaque huissier de justice est attributaire d'une fraction des dossiers correspondant à la chronologie alphabétique — par noms de débiteurs — qui lui a été concédée. Ainsi, s'il existe deux huissiers de justice dans la même circonscription, l'un d'entre eux reçoit les dossiers des débiteurs dont les noms sont compris dans la 1^{re} moitié de l'alphabet et le second reçoit



Immeuble de cinq offices d'huissiers de justice à Budapest — Building of 5 judicial officers' offices in Budapest



la suite. Si le nombre est de 3, les dossiers sont partagés par tiers suivant l'ordre alphabétique, etc. Il n'y a que rarement plus de 3 huissiers de justice par circonscription. Le créancier ne peut récuser (sauf circonstances très exceptionnelles) l'huissier de justice qui lui a été désigné.

1.1.2. Compétence d'attribution

Les huissiers de justice sont compétents pour effectuer toutes les exécutions jusqu'à la vente aux enchères publiques, y compris des immeubles. Ils peuvent signifier des actes, effectuer le recouvrement amiable des créances, voire même dresser des constats. Toutefois, cette dernière activité est peu pratiquée en raison de l'existence d'un corps d'experts judiciaires spécialement affecté à cette tâche. L'huissier de justice peut néanmoins procéder à des constatations sur commission du juge.

1.1.3. Les huissiers-adjoints

Ils remplissent les mêmes fonctions que les huissiers de justice titulaires, à l'exception des expulsions, des ventes aux enchères et des remises d'enfants. Les offices d'huissiers de justice comportent, en général, un ou plusieurs adjoints.

1.2. La Chambre nationale

Les membres de la Chambre nationale sont élus en congrès par l'ensemble des huissiers de justice du territoire. Les ressources de la profession sont procurées par les cotisations versées par les huissiers de justice à raison de 1% du montant des sommes recouvrées dans chaque dossier. La Chambre nationale dispose d'un local prestigieux dans un hôtel particulier dans la banlieue de Budapest, qui est la propriété des huissiers de justice indépendants hongrois.

1.3. La discipline

La discipline est assurée, en préliminaire, par un Conseil de contrôle national composé de six membres élus. L'action disciplinaire, à proprement parler, est portée devant un tribunal disciplinaire composé d'un juge et de 2 huissiers de justice. Ce tribunal constitue le 1er degré de juridiction. En cas de contestation, les recours sont formés devant la cour d'appel et en dernier lieu devant la Cour suprême. Le rôle du Conseil de contrôle national consiste à examiner les plaintes et à décider de l'éventuel renvoi de l'huissier de justice mis en cause devant le bureau de la Chambre Nationale qui est seul habilité à décider de l'opportunité de déférer



Bureau d'huissier de justice à Budapest — Judicial officer's office in Budapest

l'huissier de justice devant l'instance disciplinaire. En cas d'infraction grave, le bureau peut prendre des réquisitions visant à demander au tribunal la destitution de l'huissier de justice. L'essentiel des plaintes porte sur la négligence des huissiers de justice à répondre au courrier de leurs mandats. Le conseil enregistre chaque année entre 400 et 600 réclamations.

1.4. Constitution de réseaux

A l'initiative de la Chambre nationale, nos confrères hongrois ont créé un réseau national de recouvrement des créances. La presque quasi totalité de la compagnie a adhéré à ce dispositif (160 membres). Les conditions de mise en œuvre de recouvrement d'une créance sont simplifiées au maximum. Il suffit que le créancier adresse à l'huissier de justice un dossier contenant les pièces (contrat, factures, ...) ainsi qu'un mandat de recouvrer comportant autorisation d'inscrire éventuellement une hypothèque et accord pour signifier les actes. Muni de ces documents, l'huissier de justice peut immédiatement intervenir.

1.5. La formation

La formation est réalisée à deux niveaux. D'abord au stade du personnel : formation continue pour le personnel (un jour par semaine, mais non obligatoire). Ensuite, à l'échelon professionnel avec la mise en œuvre de séminaires mensuels pour les huissiers de justice (non obligatoire). Une formation professionnelle est réalisée dans le cadre des séminaires de l'assemblée générale annuelle des huissiers de justice hongrois, où la participation est gratuite. C'est une organisation de plusieurs jours.

1.6. Communication

La Chambre nationale dispose d'un site Internet et d'un journal.

2. L'activité des huissiers de justice

2.1. L'exécution

En Hongrie, le principe de la formule exécutoire qui confère à l'huissier de justice la possibilité d'exécuter une décision, sans solliciter la moindre autorisation, n'existe pas.

Un jugement ne peut être exécuté qu'après autorisation du juge qui délivre une ordonnance comparable au « writ » du droit anglais.

2.2. Le mécanisme de mise en œuvre d'une procédure d'exécution

Une fois la décision notifiée (par lettre par le greffe du tribunal) le créancier, son avocat ou l'huissier de justice adresse au juge une demande d'autorisation d'exécution. Le juge désigne l'huissier de justice compétent suivant les modalités précédemment décrites. L'ordonnance en elle-même contient toutes les indications : principal, intérêts, accessoires... de sorte que l'huissier de justice, qui n'a nul besoin de la décision, (qui ne lui est pas adressée) pour exécuter, ne connaît jamais l'origine de la créance (sauf peut être au cours de l'exécution dans son dialogue avec le débiteur).

2.2.1. L'huissier de justice hongrois peut-il signifier les actes de procédure ?

Nous venons de voir que le jugement est notifié par le greffe. Le Code de procédure civile hongrois concède depuis 2004 la possibilité pour les huissiers de justice d'effectuer la signification des actes. Cette activité est la règle en cas d'échec de la signification par la poste. Les frais de signification par huissier de justice s'élèvent entre 25 et 60 €. Les significations sont effectuées par des clerks qui reçoivent une formation appropriée et passent ensuite un examen. Les règles de la signification imposent l'utilisation de formulaires officiels standardisés.



Les locaux de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie – The National Chamber of the Hungarian Judicial Officers

2.3. L'engagement de la procédure

Une fois mis en possession de l'ordonnance d'exécution, l'huissier de justice adresse au créancier une demande de provision – 3% de la somme recouvrée – qui est accompagnée d'indications relatives à l'évaluation des frais à venir ainsi que du sort de la provision, en cas d'échec de l'exécution. Le créancier dispose d'un délai de 12 mois pour adresser les fonds dont la réception est concrétisée par la rédaction d'un procès-verbal. L'huissier de justice s'abstient d'engager la moindre démarche jusqu'au versement de la provision. Dans des cas particuliers, l'huissier de justice peut prendre la décision de procéder sans avoir obtenu la provision. Par exemple, si la créance, la personne du créancier ou la fréquence des dossiers le justifient.

2.4. Le processus classique de mise en œuvre des procédures

Généralement l'huissier de justice commence par entreprendre des recherches sur l'existence de biens immobiliers pouvant appartenir au débiteur. Il consulte, à cet effet, les fichiers immobiliers à la conservation des hypothèques ainsi que le cadastre. S'il n'existe aucun bien immeuble, l'huissier de justice se met en quête d'identifier la présence de comptes bancaires en interrogeant les banques. Enfin, l'huissier de justice s'intéresse à l'employeur qu'il peut connaître en sollicitant les services sociaux (assurances maladies, etc.).

2.5. L'effectivité des procédures d'exécution

2.5.1. La saisie immobilière

Pour engager une telle procédure il suffit pour l'huissier de justice d'adresser une simple lettre au

conservateur des hypothèques et la saisie prend immédiatement effet. Une fois l'inscription opérée le conservateur des hypothèques notifie celle-ci à l'huissier de justice qui n'a plus qu'à transmettre la copie au débiteur. La vente judiciaire peut ensuite être poursuivie du chef de l'huissier de justice, qui peut seul y procéder, en respectant les règles de publicité légales (affiches, journaux, Internet)

2.5.2. La saisie attribution

Si les démarches en faveur de la saisie immobilière s'avèrent vaines, l'huissier de justice hongrois déclenche alors une action auprès des banques en saisissant les fonds disponibles. Là encore, le processus est simple et efficace puisque dès qu'une banque reçoit une demande de renseignements concernant l'existence d'un compte au nom du débiteur, celle-ci tient lieu d'avis de saisie et les fonds disponibles sont immédiatement prélevés et versés par voie électronique à l'huissier de justice. L'huissier de justice doit les conserver 15 jours pour permettre au débiteur d'élever une éventuelle contestation. A défaut de recours, l'huissier de justice paie sans retard, c'est-à-dire immédiatement, le créancier. Pour le cas où il y aurait de multiples créanciers - ceux-ci, pouvant se manifester jusqu'à l'expiration du délai de 15 jours de la saisie attribution, l'huissier de justice devrait répartir les fonds au marc le franc.

2.5.3. La saisie sur les rémunérations

En Hongrie, les procédures de saisie sur les salaires ne bénéficient d'aucune disposition dérogatoire au droit commun. C'est ainsi que la retenue sur les rémunérations est effectuée par l'employeur sur la simple réception d'une lettre envoyée par l'huissier de justice. Les prélèvements sont fixes : 33 %

du salaire sauf pour les revenus les plus faibles où, en tout état de cause, une somme minimum égale à la pension de retraite doit être laissée sur le compte du débiteur. L'employeur doit répondre immédiatement à la demande de l'huissier de justice, lequel peut vérifier sur les registres du tiers saisi la réalité des indications reçues. Le tiers est responsable de ses déclarations et l'employeur doit adresser directement les fonds à l'huissier de justice à l'expiration de chaque échéance. Le débiteur n'est pas particulièrement informé de la procédure dirigée contre lui, sauf à être avisé par le tiers saisi ; néanmoins, il peut contester la saisie dans les quinze premiers jours. Pendant toute cette période l'huissier de justice doit conserver les fonds avant de les reverser au créancier.

2.5.4. Les procédures d'exécution particulières

L'huissier de justice intervient encore dans toutes les procédures spéciales :

- Saisies de bateaux et d'aéronefs
- Saisie des fonds de commerce
- Vente des valeurs mobilières
- Contrefaçon des marques, brevets et modèles

2.6. Hiérarchie des mesures d'exécution

L'huissier de justice n'est pas soumis à une hiérarchie des mesures d'exécution. Il dispose donc du choix des procédures. Il peut les multiplier à condition de respecter le principe de proportionnalité. En ce qui concerne la vente, il doit suivre un ordre qui l'oblige à respecter des séquences successives supplétives :

- 1 - Saisie sur compte bancaire
- 2 - Saisie sur les rémunérations
- 3 - Vente mobilière
- 4 - Adjudication des immeubles

Dans la phase de l'exécution, il peut naviguer en respectant cette hiérarchie.

2.7. Quelques règles particulières en matière de procédure

2.7.1. Multiplication des mesures d'exécution

L'existence d'une précédente saisie n'empêche pas l'huissier de justice de se livrer à une semblable opération en cas de survenance de nouveaux titres exécutoires et cela, quelle que soit la nature de la saisie (mobilière ou immobilière).



2.7.2. Insaisissabilité

La loi hongroise édicte toute une série de mesures qui limite les effets des procédures d'exécution.

- Sur les comptes bancaires : il est fait obligation de laisser une somme minimale égale au minimum retenue.
- Sur les salaires : un minimum de 100 € doit être laissé à la disposition du débiteur.
- Sur les meubles : certains meubles nécessaires à la vie du saisi demeurent insaisissables.

2.7.3. Surendettement (faillite civile)

Cette procédure est inconnue. Le débiteur impécunieux peut seulement solliciter une aide financière de l'état.

2.7.4. Incidents d'exécution

En cas de contestation, survenant au cours de l'exécution, l'huissier de justice poursuit son action en passant outre aux objections des contestants. C'est à celui qui s'oppose qu'il appartient de saisir le juge et de faire trancher les difficultés.

2.7.5. Délais de paiement

Seul le juge peut accorder des délais de paiement. La loi n'impose pas de limite. Aux dires des huissiers de justice, les juges sont très restrictifs dans l'attribution de tels délais. Le juge peut accorder la suspension de l'exécution à la demande du débiteur dans les cas suivants :

- en cas de maladie grave et prolongée du débiteur ou des personnes à sa charge
- en cas de catastrophe naturelle frappant le débiteur pendant la procédure d'exécution
- en considération du nombre de personnes à la charge du débiteur.

Si l'exécution porte sur l'évacuation de l'immeuble, le juge peut accorder la suspension de la procédure (à la demande du débiteur), mais qu'une seule fois et seulement pour une période six mois au maximum.

2.7.6. Créanciers privilégiés

Selon la nature de la créance, celle-ci bénéficie d'un privilège

2.8. Quelques règles particulières aux huissiers de justice

2.8.1. Obligation de prêter son concours

L'huissier de justice est tenu de prêter son concours toutes les fois qu'il en est régulièrement requis

(sauf incompatibilités classiques). Les huissiers de justice hongrois procèdent aux ventes mobilières et immobilières et établissent occasionnellement des constats.

2.8.2. Informations

L'huissier de justice est tenu à une double information.

- envers le créancier, en lui rendant compte de l'évolution du dossier et en lui communiquant une estimation des frais à exposer
- envers le débiteur, en lui précisant la teneur des actes qui lui sont notifiés ou signifiés et en insistant sur les possibilités de voies de recours et sur les délais à respecter.

2.8.3. Délais de paiement

Le principe est que l'huissier de justice ne peut accorder de délais de paiement. En réalité, il pratique une sorte de médiation qui conduit à l'élaboration de calendriers de paiement.

2.8.4. Délais d'intervention - taxe

A compter de la date de réception de la provision l'huissier de justice doit exécuter dans les 30 jours. S'agissant des frais, en cas de contestation, ceux-ci sont définis par la loi et le tribunal ne peut en modifier le montant que dans le cas d'une fausse application des règles.

2.8.5. Délais de reversement des fonds

Les reversements doivent être effectués le jour même.

2.8.6. Pénétration dans les lieux privés - force publique

En l'absence du débiteur, l'huissier de justice peut se faire ouvrir les portes et pénétrer au domicile pour effectuer une saisie. A noter que les huissiers de justice assistants n'ont pas qualité pour pratiquer une telle intervention. La présence d'un témoin est obligatoire. Les objets saisis restent, en général, entre les mains du débiteur sauf s'il y a nécessité de les séquestrer ailleurs pour prévenir un éventuel détournement. Les autorités ont l'obligation, en cas de résistance, d'accompagner l'huissier de justice dans ses interventions. En revanche, en cas d'expulsion, l'huissier de justice est obligé de demander l'approbation du juge pour que les autorités interviennent. Selon les dispositions du Code de l'exécution, la police doit assister l'huissier de justice.

2.8.7. Injonction de payer - recouvrement

- injonction de payer : cette procédure existe en Hongrie, mais seul l'avocat peut présenter la requête.
- recouvrement : il est rappelé que les huissiers de justice hongrois procèdent au recouvrement aimable de créances.

A noter que l'engagement du débiteur, dans le cadre d'un acte sous seing privé assorti d'une prise d'hypothèque, permet au créancier, en cas de non paiement, d'aller jusqu'à la vente de l'immeuble par la seule intervention de l'huissier de justice.

En conclusion, il est incontestable que si les prérogatives accordées aux huissiers de justice hongrois sont comparables à celles attribuées aux huissiers de justice français ou ceux du Benelux, les règles de procédures, à bien des égards, s'avèrent beaucoup plus rigoureuses notamment qu'en France ou en Belgique et se révèlent particulièrement efficaces.



Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie — President of the National Chamber of the Hungarian Judicial Officers

*Plaque de Toth Denes, huissier de justice à Budapest
Door plate of Toth Denes, judicial officer in Budapest*





Hungary: a particularly efficient system

The occupation of judicial officer with a liberal statute was created in 1994 and has functioned since according to this system. However, the judicial officer not civil servant already existed until 1870. Its reintroduction was, ultimately, only one return to the sources. Hungary counts 200 independent judicial officers divided on all the territory (10.5 million inhabitants).

1. Statutory provisions

To become judicial officer the applicant must have a university diploma (but not obligatorily a law degree). The candidate judicial officer must achieve a 3 years training course and undergo a professional examination following which he can become an assistant judicial officer. Then, he must still take a one year of training course as an assistant at a judicial officer. The assistant can become judicial officer provided that a position is made available, or when his predecessor presents him to the agreement of the Chamber. The judicial officer is appointed by the Minister for Justice on proposal of the national Chamber of the judicial officers of Hungary, at the place of residence which he chooses under the conditions indicated above.

1.1. Jurisdiction *ratione loci* and jurisdiction *ratione materiae*

1.1.1. Jurisdiction *ratione loci*

The judicial officers have the monopoly to intervene in the sector which was affected to them. In Hungary, all the colleagues who work in the same geographical sector come in competition. However, the National chamber developed a system which neutralises the principle of competition. Indeed, the files of execution are actually divided between the judicial officers of the same sector. The system is simple: the orders of enforcement are addressed directly by the court to the judicial officers according to a process of an alphabetical distribution. Each judicial officer is the assignee of a fraction of the files corresponding to the alphabetical chronology — by names of debtors — who was conceded to him. Thus, if there are two judicial officers in the same district, one of them receives the files of the debtors whose names are included in 1st half of the alphabet and the second receives the continuation. If the number of judicial officers is 3, then the files are divided per third according to the alphabetical order, etc. There are seldom more than three judicial officers by district. The creditor cannot challenge (except very exceptional circumstances) the judicial officer who was assigned to him.

1.1.2. Jurisdiction *ratione materiae*

The judicial officers are qualified to carry out all the enforcement procedures, public auction sales of movable and immovable included. They can serve documents, carry out the amicable collection of debts, and even make statements of material facts. However, this last activity is practised little because of the existence of a body of legal experts especially affected to this task. The judicial officer can nevertheless proceed with statements of facts when commissioned by a judge.

1.1.3. Assistant judicial officers

They fulfil the same functions as the titular judicial officers, except for evictions, auction sales and presentation of children. The offices of judicial officers include, in general, one or several assistants.

1.2. The National Chamber

The members of the National Chamber are elected during the congress by the assembly of the judicial officers of the territory. The National Chamber is financed by the contribution of each judicial officer at a rate of 1% of the amount of the sums collected in each case. The National Chamber is located in a prestigious building: a private mansion in the suburbs of Budapest, which is owned by the Hungarian judicial officers.

1.3. Discipline

The discipline is ensured, in preliminary, by the Council of national control composed of six elected members. The disciplinary action is submitted to a disciplinary court composed of one judge and two judicial officers. This court is the 1st degree of jurisdiction. In the event of dispute, the appeal is lodged before the Court of Appeal and lastly before the Supreme Court. The role of the Council of national control consists in examining the complaints and deciding possible submission of the blamed judicial officer in front of the board of the National Chamber which is only entitled to decide on the eventuality of lodging the case in front of the disciplinary authority. In the event of a grave offence, the board can take requisitions aiming at requiring from the court the dismissal of the judicial officer. The main part

of the complaints relates to the negligence of the judicial officers to answer the mail of their clients. The council records each year between 400 and 600 complaints.

1.4. Constitution of networks

On the initiative of the National Chamber, our Hungarian colleagues created a national network for the collection of debts. The almost quasi totality of the company adhered to this device (160 members). The conditions of implementation of debt collecting are simplified to the maximum. The creditor only has to address to the judicial officer a file containing the parts (contract, invoices, etc.) as well as a mandate to collect the debt comprising the authorisation to possibly register a mortgage and to serve the relevant documents. Provided with these documents, the judicial officer can immediately act.

1.5. Training

Training is carried out on two levels. Initially at employee level: ongoing training for the employees (one day per week, not compulsory). Then, it lays at a professional level with the implementation of monthly seminars for the judicial officers (also not compulsory). A vocational training is carried out within the framework of the seminars of the annual general assembly of the Hungarian judicial officers, where the participation is free of charge. It is an organisation of several days.

1.6. Communication

The National Chamber has a Website and a magazine.

2. The activity of the judicial officers

2.1. Enforcement

In Hungary, the principle of an "execution formula" which confers on the judicial officer the possibility of carrying out a decision, without soliciting the least authorisation, does not exist.

A judgement can be carried out only after authorisation from the judge who delivers a document comparable with the "writ" of the English law.



2.2. The mechanism of implementation of an enforcement procedure

Once the notified decision (by letter sent by the clerk's office of the court) the creditor, his lawyer or the judicial officer addresses to the judge a request for authorisation of enforcement. The judge appoints the qualified judicial officer according to the methods previously described. The order of the court contains in itself all the indications: the amount that is owed, interests, accessories, etc. so that the judicial officer, who does not have the need for the decision (which is not addressed to him) to carry out, never knows the origin of the debt (except when he meets the debtor during the enforcement).

2.2.1. Can the Hungarian judicial officer serve the procedural documents?

We have just seen that the judgement is notified by the clerk's office. The Hungarian Code of civil procedure concedes since 2004 the possibility for the judicial officers to carry out the service of documents. This activity is the rule in the event of failure of the service by the post office. The expenses of the service by judicial officer are set between 25 and 60 €. The handing-over are carried out by clerks who receive a proper training and then take an examination. The rules of the service of documents impose the use of standardised official forms.

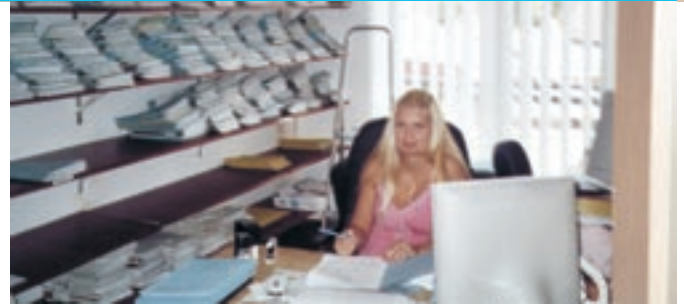
2.3. The start of the proceedings

Once in possession of the writ of enforcement, the judicial officer addresses to the creditor a request for advance money – 3% of the collected monies – which includes indications relating to the evaluation of the expenses to come as from the issue of the provision, in the event of failure of the enforcement proceedings. The creditor has a twelve months deadline to send the funds whose reception is concretized by the drafting of an official report. The judicial officer abstains from engaging any action until the payment of the provision. However, in some cases, the judicial officer can decide to start the proceedings without advance money, depending on the type of debt, on the person of the creditor or the regularity of the cases.

2.4. The traditional process of the implementation of the procedure

Generally the judicial officer starts his work by trying to locate the immovable goods belonging to the debtor. To this end, he consults the Land Registries.

*Bureau d'huissier de justice à
Budapest – Judicial officer's
office in Budapest*



If there is no any real estate, the judicial officer tries to locate the debtor's bank accounts by questioning the banks. Lastly, the judicial officer is interested in the employer whom he can know by requesting the social services (Social Security, etc).

2.5. Efficiency of the enforcement procedures

2.5.1. Seizure of immovable

To initiate such a procedure, the judicial officer only addresses a simple letter to the mortgages registrar and the seizure becomes effective immediately. Once this is done, the Registrar sends a confirmation note to the judicial officer who transmits a copy of the note to the debtor. The sale by order of the court can then be continued by the judicial officer, who can only proceed to it, by complying with the legal rules of publicity (advertisement, newspapers, Internet)

2.5.2. The attachment of bank accounts

If the attachment on immovable proves to be a failure, the Hungarian judicial officer then starts proceedings at the banks by seizing the cash in hand. Here again, the process is simple and effective since as soon as a bank receives a request for information concerning the existence of an account in the name of the debtor, it constitutes a seizure and the cash in hand is immediately attached and electronically send to the judicial officer. The judicial officer must keep the monies for 15 days to allow the debtor to raise a possible dispute. In the absence of recourse, the judicial officer pays the creditor without delay, i.e. immediately. In case where there would be multiple creditors - those, being able to appear before the expiry of the 15 days period of the attachment, will benefit of the distribution of the collected monies by the judicial officer in proportion of the debt.

2.5.3. Seizure on salaries

In Hungary, the procedures of seizure on wages do not profit from any derogatory provision of the com-

mon law. Thus the attachment on salaries is carried out by the employer on the simple reception of a letter sent by the judicial officer. The levy is set to 33% of the wages except for the weakest incomes where, in any event, a minimum equal to the retirement pension must be left in the possession of the debtor. The employer must immediately answer to the request of the judicial officer, who can check on the registers of the employer the reality of the received information. The third party is responsible for his declarations and the employer must directly address the funds to the judicial officer with the expiry of each term. The debtor is not specifically informed of the procedure directed against him, unless when being advised by the third party; nevertheless, he can dispute the seizure within fifteen days. During this period the judicial officer must preserve the funds before transferring them to the creditor.

2.5.4. Specific enforcement procedures

The judicial officer still deals with several special procedures:

- Attachment of boats and aircraft
- Attachment on businesses
- Sale of shares
- Counterfeit of trademarks, patents and models

2.6. Hierarchy of enforcement measures

The judicial officer is not subjected to a hierarchy of enforcement measures. He thus has the choice of the proceedings. He can multiply them with respect to the principle of proportionality. However, in the phase of the sale of the seized goods, he must follow an order which obliges him to respect the following successive sequences:

- 1 - Seizure on bank account
- 2 - Seizure on salaries
- 3 - Sale of movable property
- 4 - Sale of immovable property

In the enforcement phase, he can navigate in this hierarchy.



2.7. Some specific rulings as regards procedure

2.7.1. Multiplication of enforcement measures

The existence of a preceding seizure does not prevent the judicial officer from performing a similar operation in the event of new enforceable titles, whatever the nature of the seizure (movable or immovable).

2.7.2. Un-attachable goods

The Hungarian law enacts a whole series of measurements which limits the effects of the procedures of execution.

- On the bank accounts: it is made obligation to leave a minimal sum which corresponds to the retirement pension.
- On wages: a minimum of 100 € must be left at the disposal of the debtor.
- On movable: certain pieces of furniture necessary to the life of the debtor remain are not attachable.

2.7.3. Civil bankruptcy

This procedure is unknown. The impecunious debtor can only request a financial assistance from the state.

2.7.4. Dispute over enforcement

In the event of a dispute occurring during enforcement, the judicial officer continues his action while ignoring the object of the dispute. It lies with the party that is opposing the enforcement to lodge a case before the judge who will solve the case.

2.7.5. Terms of payment

Only the judge can grant terms of payment. The law does not impose limit. According to the judicial officers, the judges are very restrictive in the attribution of such terms. The judge can suspend the enforcement at the request of the debtor in the following cases:

- in case of serious and long illness of the debtor or the persons under his care
- in case of a natural disaster striking the debtor during the enforcement procedure
- in consideration of the number of people under the care of the debtor.

If the measure concerns the eviction of a building, the judge can grant the suspension of the procedure (at the debtor's request) but only once and only for a period not exceeding six months.

2.7.6. Preferred creditors

According to the nature of the debt, it profits from a privilege

2.8. Specific rulings applicable to the judicial officers

2.8.1. Obligation to act

The judicial officer is obliged to act when legally required (except for the traditional incompatibilities). The Hungarian judicial officers proceed to the sales of personal and real estate property. Occasionally they make statements of facts.

2.8.2. Information

The judicial officer is held with double information.

- a) Towards the creditor, he must keep him informed of the evolution of the case and of the estimated cost of the expenses being exposed
- b) Towards the debtor, he must specify the content of his actions by means of notification which include information on the grounds for appeal and on the deadlines to be respected.

2.8.3. Terms of payment

The principle is that the judicial officer cannot grant terms of payment. In reality he practises a kind of mediation which leads to the instalment of such terms.

2.8.4. Times of intervention - tax

As from the date of the reception of the advance payment the judicial officer must carry out his actions within thirty days. Regarding the expenses, in the event of disputes, those are set by the Law and the court can only modify the amount only in case of a wrong application of the rule.

2.8.5. Times of transfer of the funds

The transfers must be carried out the very same day.

2.8.6. Penetration in the private places - police force

In the absence of debtor, the judicial officer can open the doors and penetrate his residence to carry out a seizure. It should be noted that the assistant judicial officers do not have the quality to practise such an intervention. The presence of a witness is compulsory. The seized objects remain, in general, between the hands of the debtor except cases when it is required to sequester them elsewhere to prevent a possible diversion. The authorities have the obligation, in case of resistance, to accompany the judicial officer in his interventions. However, in case of eviction, the judicial officer must have an approval from the judge for the police to intervene. According to the enforcement Code, the police must assist the judicial when required.

2.8.7. Order for payment to pay – debt collection

- a) Order for payment: this procedure exists in Hungary, but only the lawyer can lodge a request.
- b) Debt collection: it is reminded that the Hungarian judicial officers can carry out the amicable collection of debts.

It should be noted that in case of an engagement from the debtor, within the framework of an informal agreement backed up with a mortgage, in the event of non-payment, the creditor is allowed to proceed with the sale of the immovable by the sole intervention of the judicial officer.

In conclusion, in many regards, it is undeniable that if the prerogatives granted to the Hungarian judicial officers are comparable with those allotted to the French judicial officers or those of the Benelux countries, the rules of procedures prove to be much more rigorous in particular than in France or Belgium and appear to be particularly effective.

Bureau d'huissier de justice à Budapest – Judicial officer's office in Budapest

